

# Sale climat pour la question de l'eau

27 décembre 2017

par [Marc Laimé](http://eauxglacees.com) - eauxglacees.com

**La question de l'eau s'est inscrite au coeur de l'action publique et des préoccupations environnementales, au niveau international comme en France, une décennie durant, jusqu'au début des années 2000. Ce n'est plus vrai en 2018. Insensiblement, à dater du Grenelle de l'environnement, le "climat", la "transition énergétique" et la "biodiversité", ont relégué la question de l'eau à l'arrière plan.**

Il existe aussi des effets de mode en matière environnementale, qui peuvent impacter très fortement les politiques publiques. C'est le cas avec la question de l'eau, qui ne figure plus au premier rang de l'agenda politico-institutionnel, à l'échelle mondiale comme en France depuis le début des années 2010.

Car de nouveaux paradigmes émergent, de nouvelles stratégies d'acteurs se font jour. A la faveur d'alternances politiques devenues imprévisibles, plans de carrières et petits et grands calculs foisonnent.

Considérer ici la nomination de Nicolas Hulot comme ministre d'Emmanuel Macron comme l'épiphanie de la bande à biodiv et climat - dont il est l'un des membres fondateurs -, bande qui a patiemment, étape par étape, préparé le casse du siècle (sur les redevances des Agences de l'eau), depuis une décennie...

L'objectif, en passe d'être atteint, et qui porte au pouvoir la nouvelle classe dirigeante de la *"finance verte"* ? Annihiler tous les anciens compartiments de la préservation de l'environnement. Y substituer les *"concepts"* fumeux de *"lutte contre le changement climatique"*, *"préservation de la biodiversité"*, *"compensation"*, *"transition énergétique"* et autres slogans publicitaires, dont les objectifs sont bien évidemment tous reportés à 2040, 2050... Et donc démolir urgemment en attendant tout ce qui peut l'être, les lois, les réglementations, les structures, les compétences, les financements..., afin de pouvoir continuer à tout saccager sans entraves (*la tyrannie des normes, le droit à l'expérimentation, le droit à l'erreur...*), et en amusant le populo avec les simagrées à deux balles en cours autour des *"Etats généraux de l'alimentation"*, de *"l'agriculture urbaine"*, du *"bio dans les cantines"*, bref toute la quincaillerie bobo bien pensante (considérer désormais l'accessoire comme l'essentiel et sauver la planète en se gavant de quinoa), et du *"NDDL, je t'aime moi non plus..."*

Cette véritable escroquerie intellectuelle est bien évidemment portée aux nues par toute une nouvelle génération qui a parfaitement compris qu'il fallait adhérer au nouveau dogme (frauduleux) pour accéder au pouvoir, dans les associations, les medias, en entreprise, en politique, et jusqu'au coeur de l'état.

Noter d'ailleurs ici, à cet égard, qu'aucune association, ONG, syndicat, media, institution de quelque obédience, n'a dressé le bilan des renoncements, reniements, reculs... intervenus sous la présidence Hollande dans le domaine de l'environnement.

Ici Macron-Hulot ont les coudées franches. L'essentiel du sale boulot (colossal), ayant déjà été accompli à marches forcées par l'ambassadrice chez les pingouins.

Cette relégation n'est pas sans conséquences.

Dans le domaine de l'eau, à l'échelle internationale, les espoirs nés au tout début des années 2000 n'ont pas été suivis d'avancées concrètes. La dégradation des ressources se poursuit et s'accélère. L'accès à l'eau et à l'assainissement n'est toujours pas assuré pour des milliards d'être humains.

En France même, c'est le modèle original de gestion de l'eau qui s'est incarné au début des années soixante avec la gestion par bassin versant et la création des Agences de l'eau qui semble à bout de souffle. Un grand nombre d'orientations et de décisions prises ces dernières années et ces derniers mois témoignent que nous sommes entrés dans une véritable crise, d'orientation, de gouvernance, de financement...

Cette crise profonde doit être mise en débat, en s'interrogeant sur ses origines comme sur les conditions d'un indispensable sursaut. Ce débat doit avoir lieu, sauf à se résigner à un lent délitement de l'ensemble des politiques publiques du secteur dont les conséquences seront désastreuses.

**Voir aussi :**

<http://www.eauxglacees.com/Emmanuel...>